



**PRÉFET
DE L'ARDÈCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale des Territoires de
l'Ardèche**

- 8 AVR. 2021

**Service urbanisme et territoires
Unité Prévention des risques**
Affaire suivie par : Alain Chambiet
Tél. : 04 75 65 51 13
alain.chambiet@ardeche.gouv.fr

Privas, le

Le préfet

à

**Mme la présidente du conseil général
de l'environnement et du développement
durable**

Autorité environnementale

Objet : demande d'examen au cas par cas – révision du PPRI de Villevocance
Réf : fiche d'examen au cas par cas pour les PPR naturels
7 annexes

Les services de l'État ont engagé en 2016 une étude hydrologique et hydraulique globale des bassins versants des rivières Cance et Deume, afin de préciser les aléas sur plusieurs tronçons et de prendre en compte certains affluents non traités.

À ce titre, la D.D.T. de l'Ardèche a proposé au préfet de l'Ardèche de réviser le plan de prévention des risques d'inondation de la commune de Villevocance, riveraine des rivières Cance et Malbuisson.

Préalablement à la prescription de cette révision, je vous transmets une fiche d'examen au cas par cas, pour vous permettre d'apprécier la nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour ce projet.

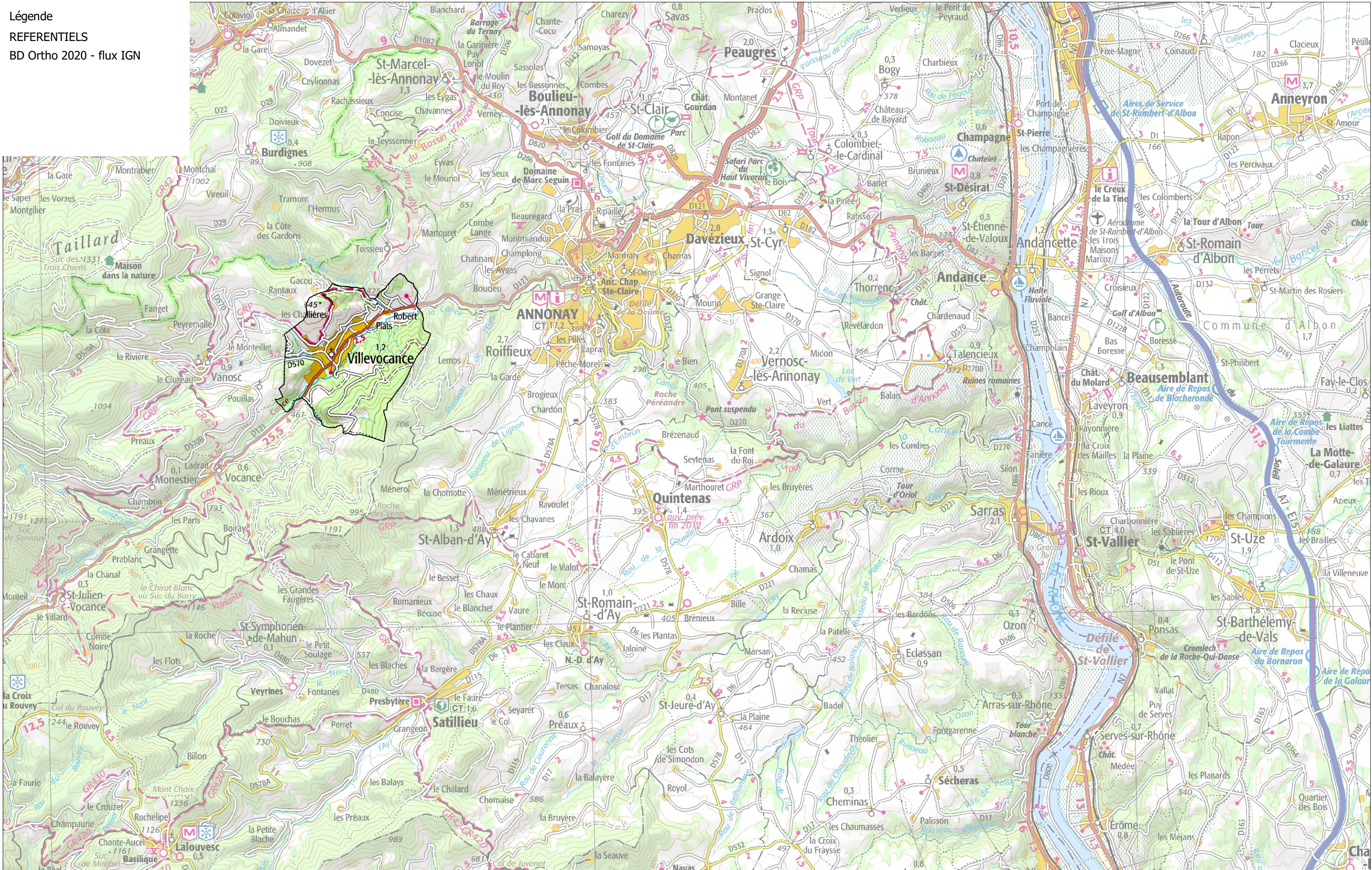
Le préfet,


Thierry DEVIMEUX

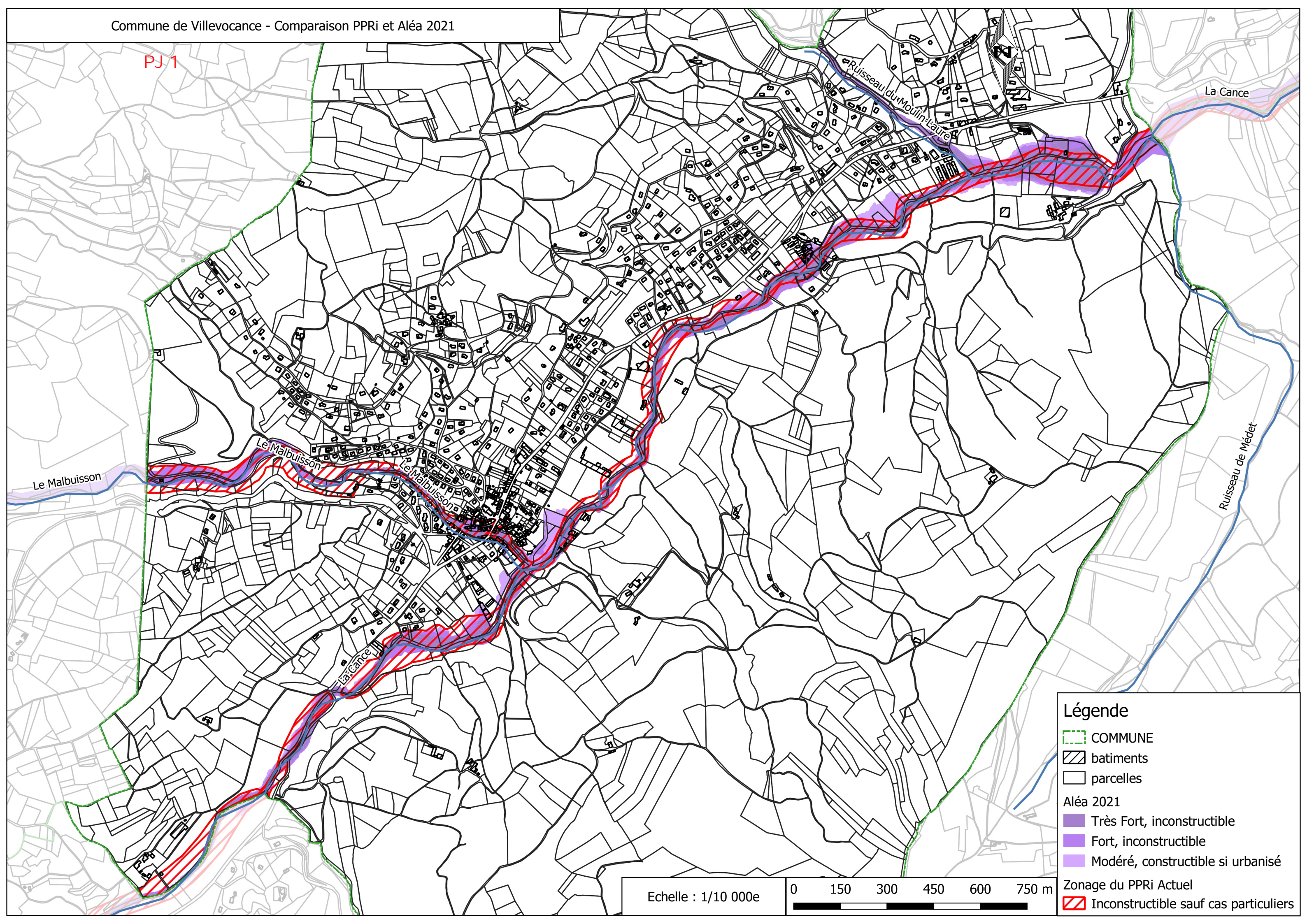
MTE/CGEDD/Ae
à l'attention de M. Philippe Ledenic
Tour Sequoia
92055 La Defense Cedex

Commune de Villevocance - Situation

Légende
REFERENTIELS
BD Ortho 2020 - flux IGN



PJ 1



Légende

- COMMUNE
- batiments
- parcelles
- Aléa 2021
 - Très Fort, inconstructible
 - Fort, inconstructible
 - Modéré, constructible si urbanisé
- Zonage du PPRi Actuel
 - Inconstructible sauf cas particuliers

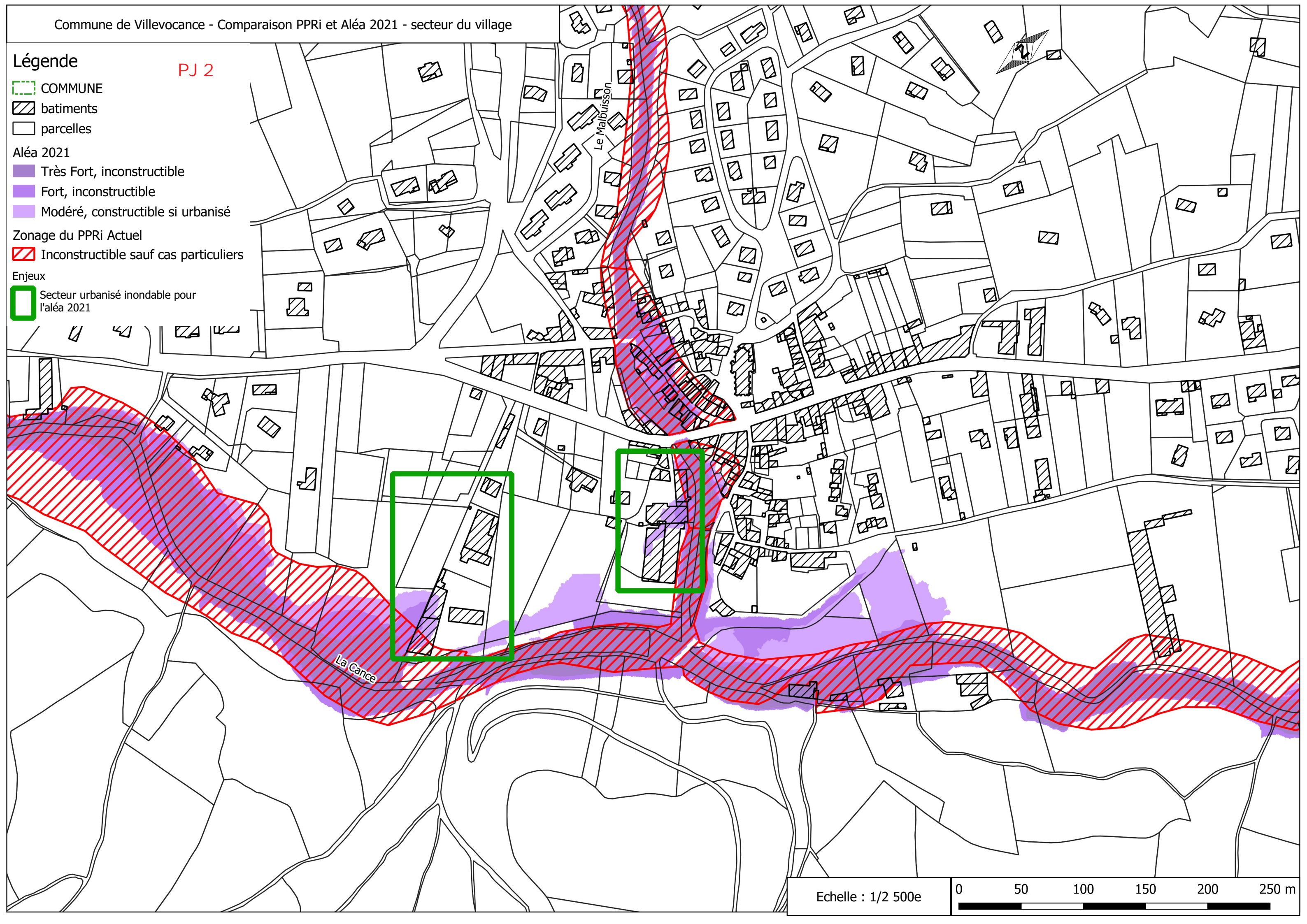
Echelle : 1/10 000e



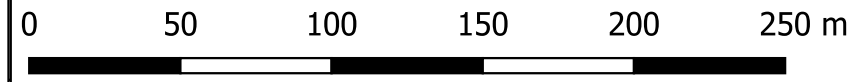
Légende

PJ 2

- COMMUNE
- batiments
- parcelles
- Aléa 2021
 - Très Fort, inconstructible
 - Fort, inconstructible
 - Modéré, constructible si urbanisé
- Zonage du PPRi Actuel
 - Inconstructible sauf cas particuliers
- Enjeux
 - Secteur urbanisé inondable pour l'aléa 2021



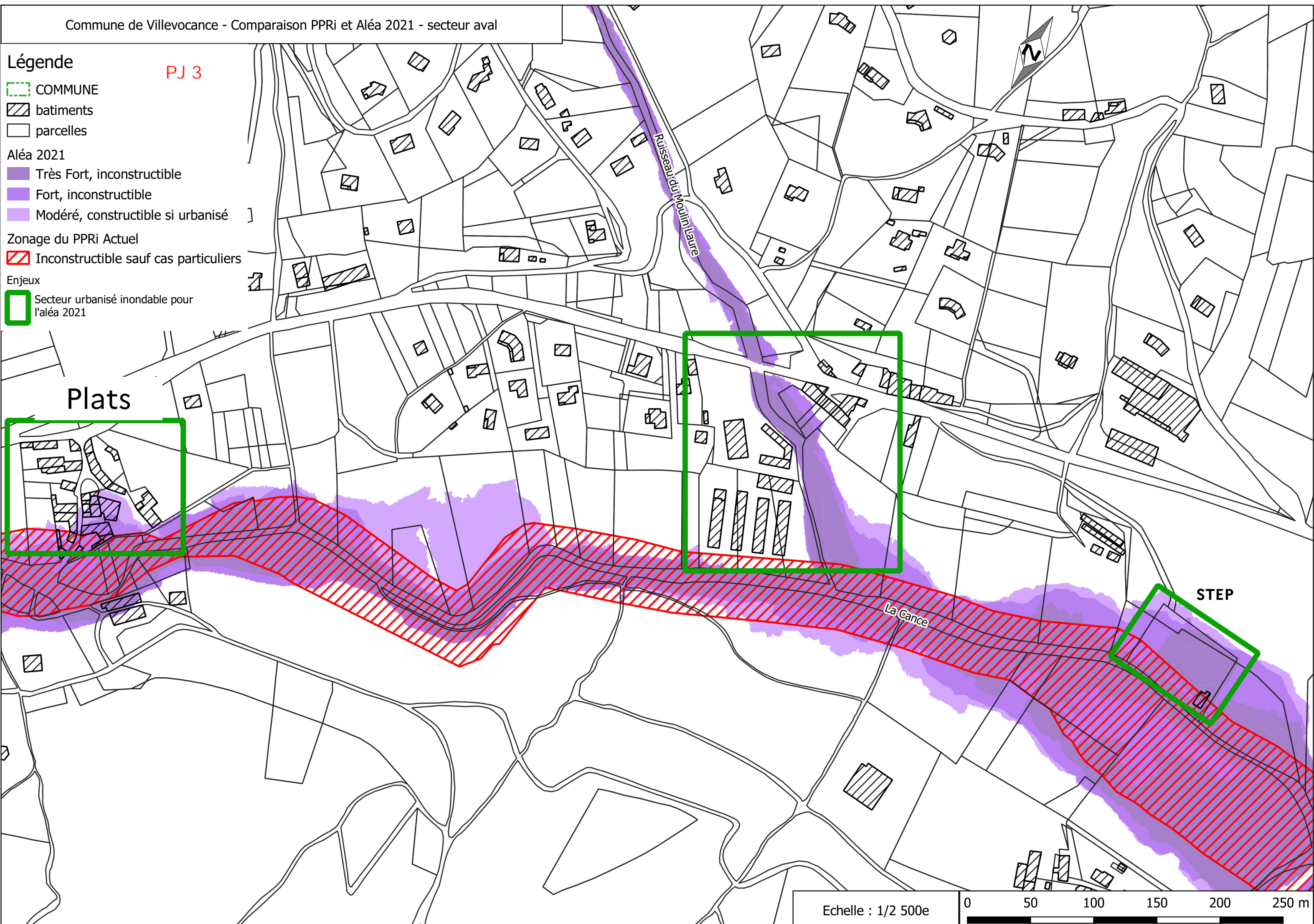
Echelle : 1/2 500e



PJ 3

Légende

- COMMUNE
- batiments
- parcelles
- Aléa 2021
 - Très Fort, inconstructible
 - Fort, inconstructible
 - Modéré, constructible si urbanisé
- Zonage du PPRi Actuel
 - Inconstructible sauf cas particuliers
- Enjeux
 - Secteur urbanisé inondable pour l'aléa 2021



Plats

STEP

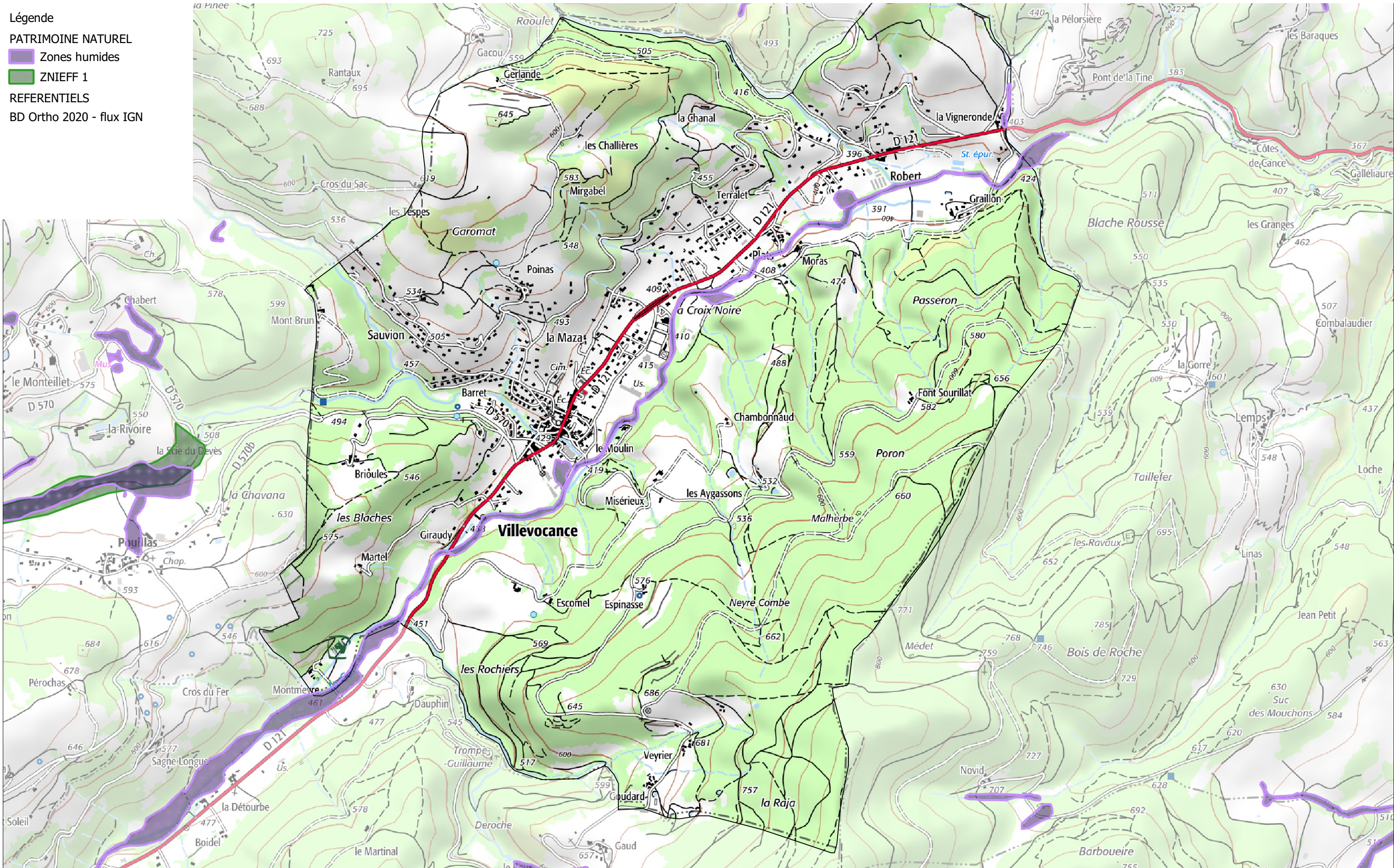
La Cance

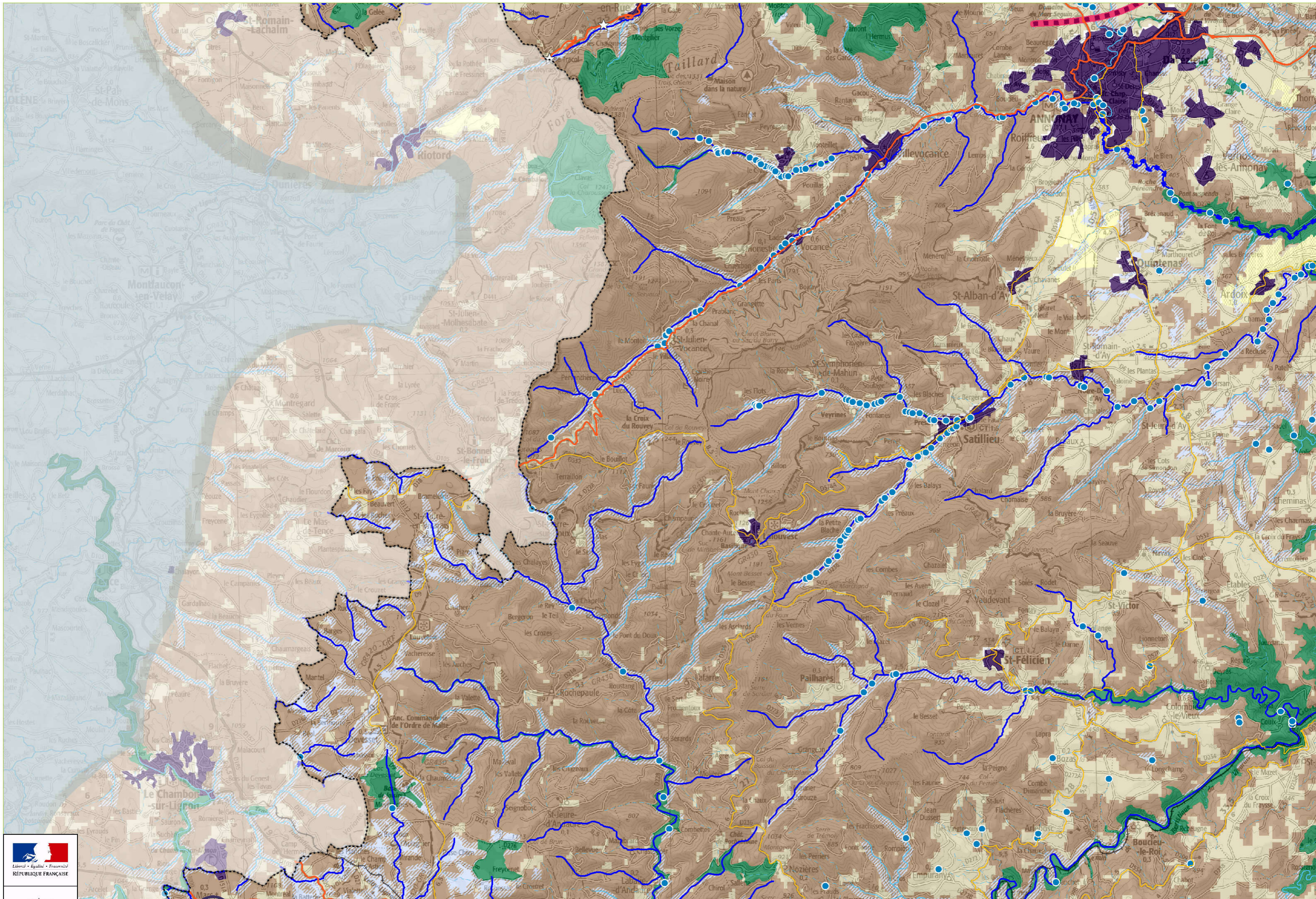
Echelle : 1/2 500e



Commune de Villevocance - patrimoine Naturel

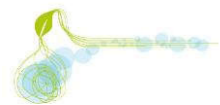
- Légende
- PATRIMOINE NATUREL
 - Zones humides
 - ZNIEFF 1
 - REFERENTIELS
 - BD Ortho 2020 - flux IGN





Les cartes sont exploitables au 1/100 000 et ne doivent pas faire l'objet de zooms pour leur interprétation





Trame bleue

La trame bleue est constituée d'éléments aquatiques (cours d'eau, zones humides) et des espaces d'interface entre les milieux terrestres et aquatiques. Cette définition intègre la dimension latérale des cours d'eau.

La Trame bleue du SRCE intègre :

- les cours d'eau ou tronçons de cours d'eau reconnus pour leur valeur écologique : les cours d'eau et canaux classés en liste 1 ou 2 au titre du L.214-17 C. env., les espaces de mobilité des cours d'eau³, les couvertures végétales permanentes le long des cours d'eau⁴, les réservoirs biologiques des SDAGE, les zones prioritaires des plans nationaux d'actions, les frayères⁵, les chevelus de têtes de bassin⁶,
- les grands lacs naturels alpins ;
- les inventaires départementaux des zones humides de plus de 1 hectare (cartographiés) et les zones humides de moins de 1 hectare⁷ ;
- les espaces de bon fonctionnement des cours d'eau⁸.

La Trame bleue représente notamment :

- 12 050 km de cours d'eau classés en liste 1 au titre de l'article L. 214-17 (C. env.) ;
- 2 770 km de cours d'eau classés en liste 2 au titre de l'article L. 214-17 (C. env.).
- 155 350 ha de zones humides (état des connaissances juin 2013)
- 65 500 ha de surfaces de grands lacs naturels

Pour plus de détails sur la méthodologie d'identification des composantes de la Trame verte et bleue et la qualification des objectifs associés, on se référera à la partie I du chapitre méthodologique « Continuités écologiques retenues pour constituer la Trame verte et bleue ».

Représentation cartographique des inventaires des zones humides :

La connaissance des zones humides évolue de manière permanente au gré des travaux menés par les collectivités ou les porteurs de projets, et sur des périmètres d'études très disparates (du département à la parcelle).

Dans son principe de cohérence et sa dimension régionale, le **SRCE fonde sa cartographie des zones humides sur les inventaires départementaux validés par le service de l'État compétent à l'échelon régional**, au regard d'un cadrage méthodologique prédéfini couvrant principalement les zones humides d'une superficie supérieure à 1ha, ainsi que d'un porter à connaissance des communes et des autres collectivités concernées.

Au jour de la mise en consultation du projet de SRCE, six départements de Rhône-Alpes disposent d'un inventaire zones humides validé par la DREAL (Cf. Tableau n°2 p51). Il s'agit de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère et des deux Savoies. L'inventaire du Rhône est en cours de validation. Quant à la Loire, si le versant rhodanien dispose d'un premier zonage, le reste du département dépendant du bassin Loire-Bretagne ne sera pas disponible dans le calendrier d'élaboration du SRCE.

Il en résulte donc que les zones humides sont cartographiées de manière homogène dans le périmètre du bassin Rhône-Méditerranée, et non cartographiées dans le bassin Loire-Bretagne. **Cette absence de représentation ne signifie pas l'absence de zones humides, mais fait le constat d'un manque de connaissance actuel à régulariser en prévision de la révision du SRCE** (6 ans après son approbation).

Les zones humides sont une des composantes de la Trame verte et bleue, et par conséquent, leur prise en compte et leur déclinaison dans les documents d'urbanisme et les projets s'appliquent indépendamment de leur représentation cartographique au niveau régional.

Légende associée aux planches de l'atlas cartographique :

La Trame bleue :

Cours d'eau et tronçons de cours d'eau d'intérêt écologique reconnu pour la Trame bleue



- Objectif associé : à préserver

- Objectif associé : à remettre en bon état

Grands lacs naturels



- Objectif associé : à remettre en bon état

Lac Léman, Le bourget du Lac, Aiguebellette, Lac de Paladru

- Objectif associé : à préserver

Lac d'Annecy

Espaces de mobilité et espaces de bon fonctionnement des cours d'eau



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Zones humides - Inventaires départementaux



Objectif associé : à préserver ou à remettre en bon état

Pour le département de la Loire, seules les zones humides du bassin Rhône-Méditerranée sont représentées

³ Partiellement cartographiés.

⁴ Non cartographiées.

⁵ Non cartographiées

⁶ Non cartographiés.

⁷ Les zones humides de moins de 1 ha ne sont pas cartographiées.

⁸ Non cartographiés.





Les espaces supports de la fonctionnalité écologique du territoire

Les espaces perméables

Ils permettent d'assurer la cohérence de la Trame verte et bleue, en complément des corridors écologiques, en traduisant l'idée de connectivité globale du territoire. Ils sont globalement constitués par une nature dite « ordinaire » mais indispensable au fonctionnement écologique du territoire régional. Il s'agit principalement d'espaces terrestres à dominantes agricole, forestière et naturelle mais également d'espaces liés aux milieux aquatiques.

Les espaces perméables ont été cartographiés sur la base des sous-trames du Réseau écologique de Rhône-Alpes (RERA, 2009).

Les espaces perméables constituent des espaces de vigilance, jouant un rôle de corridors permettant de mettre en lien des réservoirs de biodiversité. L'enjeu pour le SRCE est d'assurer dans la durée le maintien de leur fonctionnalité.

Les grands espaces agricoles

Les espaces agricoles sont un support essentiel de la qualité et de la structuration de la Trame verte et bleue de Rhône-Alpes sur le long terme. Ils participent de la fonctionnalité écologique du territoire de Rhône-Alpes notamment en pouvant être support de corridors.

Ils sont déterminés à partir de la base de données Corine Land Cover (Données 2006).


Sources : Scan 100 IGN, BD Topo IGN, BD Carthage IGN, CLC 2006, RERA, REGION RA, AURG, EPURE, AUL, DREAL, Agence de l'eau, DRAAF, ONCFS, INPN-MNHN, ONF, ONEMA, OGM, CG-01, CG-07, CG-26, CG-42, CG-38, CG-69, CG-73, CG-74


Atlas cartographique de la Trame verte et bleue régionale – Avril 2014

Légende associée aux planches de l'atlas cartographique :


Espaces perméables terrestres * : continuités écologiques fonctionnelles assurant un rôle de corridor entre les réservoirs de biodiversité

 Perméabilité forte

 Perméabilité moyenne

 Espaces perméables liés aux milieux aquatiques *

* constitués à partir des données de potentialité écologique du RERA (Réseau Ecologique de Rhône-Alpes, 2010)

 Grands espaces agricoles participant de la fonctionnalité écologique du territoire

La connaissance de leur niveau réel de perméabilité reste à préciser


Autres données utilisées pour constituer la cartographie régionale de la Trame verte et bleue : le fond cartographique

Légende associée aux planches de l'atlas cartographique


(éléments apportés à titre informatif, hors Trame verte et bleue)


 Principaux secteurs urbanisés et artificialisés, localisés à titre indicatif (Corine Land cover, 2006)

 Plans d'eau

 Cours d'eau permanents et intermittents, canaux

Infrastructures routières

 Type autoroutier

 Routes principales

 Routes secondaires

 Tunnels


Infrastructures ferroviaires


 Voies ferrées principales et LGV

 Tunnels

Inventaire des points et des zones de conflits (non exhaustif) :

☆ Points de conflits (écrasements, obstacles...)

 Zones de conflits (écrasements, falaises, obstacles, risques de noyade...)

 Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)

Projets d'infrastructures linéaires

 Routes, autoroutes

 Voies ferrées

Pour le tracé Lyon-Turin, les sections de tunnel ne sont pas représentées
(Données non exhaustives)

Le dossier proposé appelle plusieurs remarques quant à la prise en compte des risques naturels par le projet de PLUiH.

Observations essentielles pour assurer la prise en compte effective du risque par le document :

S'agissant du **règlement graphique**, aux termes des articles R151-31 et R151-34 du code de l'urbanisme, *dans les zones U, AU, A et N, les documents graphiques du règlement font apparaître, s'il y a lieu, les secteurs où l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites, ou justifient que soient soumises à des conditions spéciales, les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.*

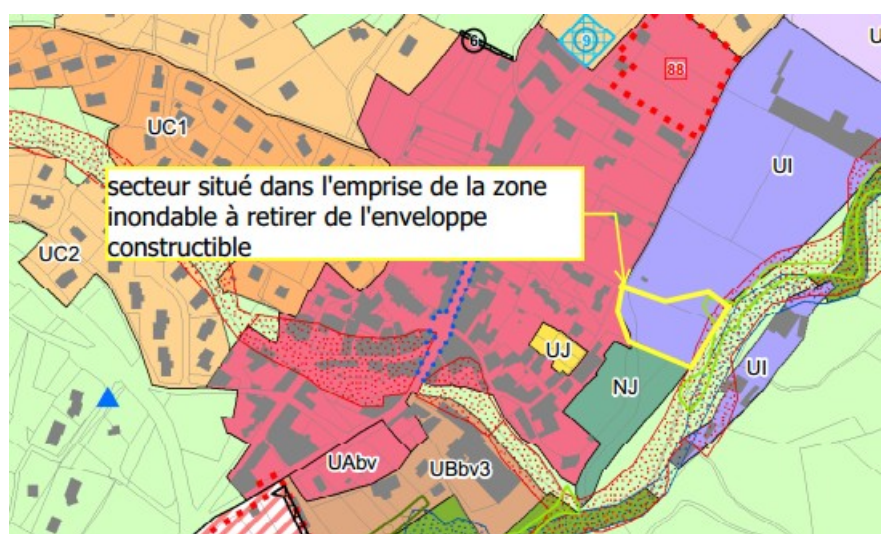
L'emprise de la zone inondable issue de l'étude hydraulique du bassin versant de la Cance-Deume et de ses principaux affluents est d'ores et déjà connue. Vous trouverez ainsi en pièce jointe n°1 des cartographies des zones inondables, résultats de cette étude.

Ces emprises de zones inondables se verront complétées ultérieurement, aussi **il est proposé à l'intercommunalité de se rapprocher des services de la DDT avant de procéder à l'arrêt définitif du projet afin d'obtenir la version la plus récente de ces cartographies.**

Dès lors, **cette connaissance du risque actualisée doit être représentée sur le règlement graphique sous forme de trame.**

En outre, dans un souci de cohérence entre la connaissance des risques naturels et les règles d'urbanisme portées par le PLUiH, il convient que toutes les parcelles non bâties impactées par un risque naturel (inondation ou minier) soient exclues des zones constructibles, toute possibilité d'urbanisation étant obérée par la prise en compte des risques.

Ainsi, il appartient au maître d'ouvrage du PLUiH d'interroger le projet de zonage réglementaire à la lumière de cette nouvelle connaissance du risque afin **d'exclure de la zone constructible certaines dents creuses, notamment sur le secteur de Villevoisance (cf illustration ci-dessous) et, le cas échéant, les éventuels espaces interstitiels des zones U et AU ou emplacements réservés en vue d'un aménagement qui seraient susceptibles d'entraîner une augmentation de vulnérabilité (parcs de stationnement...).**



S'agissant du **règlement écrit**, pour tous les secteurs bâtis impactés par une zone inondable, il convient que le règlement du PLUiH prenne en compte l'existence de la connaissance du risque actualisée en imposant aux constructions ou aménagements, en plus du respect des dispositions issues des PPRi opposables, le respect de prescriptions d'ordre général :

- limiter l'aggravation des risques et de leurs effets et ne pas augmenter les risques en amont et en aval,
- éviter un accroissement disproportionné de la vulnérabilité,
- minimiser les obstacles à l'écoulement des eaux,
- limiter la réduction des champs d'inondation nécessaires à l'écoulement des crues.

Le respect de ces principes devra se traduire de manière opérationnelle par l'application des principes suivants :

- dans les secteurs impactés par un risque d'inondation : **le principe général est l'inconstructibilité**, ainsi tout ce qui ne sera pas expressément autorisé et réglementé sera interdit.
- Toutefois, afin de prendre en compte les situations pré-existantes, **l'évolution des bâtis existants dans la zone inondable pourra être autorisée en respectant strictement les principes suivants** :
 - Toutes les surfaces éventuellement autorisées devront être encadrées de manière stricte (en surface et emprise au sol) ;
 - Les surfaces de plancher créées (qui permettent l'accueil de biens ou de personnes) devront se situer au-dessus de la cote de référence + 30 cm ou être surélevées ;
 - Un niveau habitable refuge (sil n'existe pas) devra être créé au-dessus de la cote de référence + 30 cm, pour les constructions accueillant des personnes.

À noter que le règlement devra par ailleurs intégrer les dispositions de la doctrine départementale relative aux hébergements de plein air situés en zone inondable datant de 2015 et qui a pour objet de définir des principes permettant de prendre en compte la présence de campings dans la zone inondable.

Ainsi, figure en annexe n°2 du présent avis, **une proposition de rédaction du règlement rédigée par la DDT. Cette proposition, ainsi que le glossaire qui lui est associé, pourra utilement prendre place dans les dispositions générales, en complément des cartographies de la zone inondable qui devront figurer aux annexes du règlement (pour en assurer le caractère opposable aux autorisations d'urbanisme) du PLUiH. De plus, le règlement de chaque zone concernée devra rappeler l'application des dispositions générales pour tous les projets situés dans l'emprise de la zone inondable.**

Observations et compléments à prendre en compte pour assurer la légalité du document :

Annexes :

En tant que servitude d'utilité publique, les PPRi doivent figurer en intégralité aux annexes du PLUiH. Ainsi, il convient de compléter les annexes suivantes :

- PPRi d'Annonay : il manque l'intégralité du dossier ;
- PPRi de Villevoacance: il manque l'intégralité du dossier ;
- PPRi de Vocance: il manque le rapport de présentation;
- PPRi de Limony : il manque l'intégralité du dossier ;
- PPRi de Serrières : il manque l'intégralité du dossier ;
- PPRi de Saint-Désirat : il manque l'intégralité du dossier.

PADD :

Limiter la prise en compte du risque d'inondation à la maîtrise des eaux pluviales manque d'ambition au regard de l'importance du risque d'inondation sur le périmètre du PLUiH.

La réflexion doit donc être complétée sur ce point, en analysant les principaux enjeux concernés par le risque et en proposant des orientations permettant de le réduire.

Les pistes à explorer sont les suivantes :

- réduction de la vulnérabilité :

* pour les enjeux les plus sensibles (ERP recevant du public sensible, scieries, parcs de stationnement), analyser les possibilités de déplacements vers des secteurs non concernés par le risque ou moins exposés ;

* pour les autres constructions et aménagements (dont les zones d'activités), mettre par exemple en place une campagne de diagnostics dans le cadre du PLUiH pour réduire la vulnérabilité des personnes et des biens ;

- réduction de l'aléa :

* prévoir des espaces pour permettre l'écoulement de l'eau ou créer des champs d'expansion des crues dans les secteurs le nécessitant (pour plusieurs affluents de la Cance et de la Deûme, en amont et au droit des parties couvertes dont la couverture de la Deûme à Annonay, ...).

Rapport de présentation : Etat initial de l'environnement :

- **8. p 123** : la pose et le nivellement des repères de crues est une action inscrite au PAPI d'intention de la Cance et de la Deume porté par le syndicat des trois rivières ;
- **8.2.1.1 p 126** : les PPRi approuvés sur le périmètre du PLUiH ne sont pas en cours de révision. Il convient donc de faire référence à l'étude hydraulique du bassin versant de la Cance-Deume et de ses principaux affluents qui permettra une actualisation de la connaissance du risque d'inondation et, le cas échéant, une révision de certains PPRi du secteur.
À noter que les PPRi des communes riveraines du Rhône ne sont pas concernées par cette étude.
- Par ailleurs, il convient de rappeler que les PPRi constituent des servitudes d'utilité publique et qu'à ce titre, ils s'imposent aux dispositions du PLUiH et doivent figurer en intégralité aux annexes du document ;
- **8.1.2.4 p 128** : le PAPI d'intention de la Cance et de la Deume porté par le syndicat des trois rivières est arrivé à son terme mais certaines de ses actions sont encore en cours d'exécution ;
- **8.1.3 p 129** : il convient de préciser que la problématique des eaux pluviales est essentiellement un risque anthropique ;
- **8.1.5.5 p 137** : il convient de mentionner les porter à connaissance du risque minier transmis aux élus du territoire :
 - Sarras : porter à connaissance des aléas miniers adressé à M le maire le 17 mai 2018 ;
 - Talencieux : porter à connaissance des aléas miniers adressé à M le maire le 17 mai 2018 complété par courrier en date du 8 octobre 2018 ;
 - Vernosc-lès-Annonay : porter à connaissance des aléas miniers adressé à M le maire le 17 mai 2018.
- **synthèse des enjeux risques p 156** : il convient d'ajouter un enjeu lié au PLUiH relatif à la prise en compte du risque d'inondation qui impliquerait une maîtrise de l'urbanisation existante dans l'emprise des zones inondables et l'interdiction de nouvelles implantations

Rapport de présentation : Tome 3 :

- **p 71** : sur le règlement graphique doit apparaître la dernière connaissance du risque, en l'occurrence les résultats de l'étude hydraulique du bassin versant de la Cance-Deume et de ses principaux affluents et l'emprise de la zone inondable issue des PPRi pour les communes riveraines du Rhône.

Rapport de présentation : évaluation environnementale :

- **p 47** : il n'y a actuellement aucun PPRi en cours de révision sur le périmètre du PLUiH.

Remarques annexes :

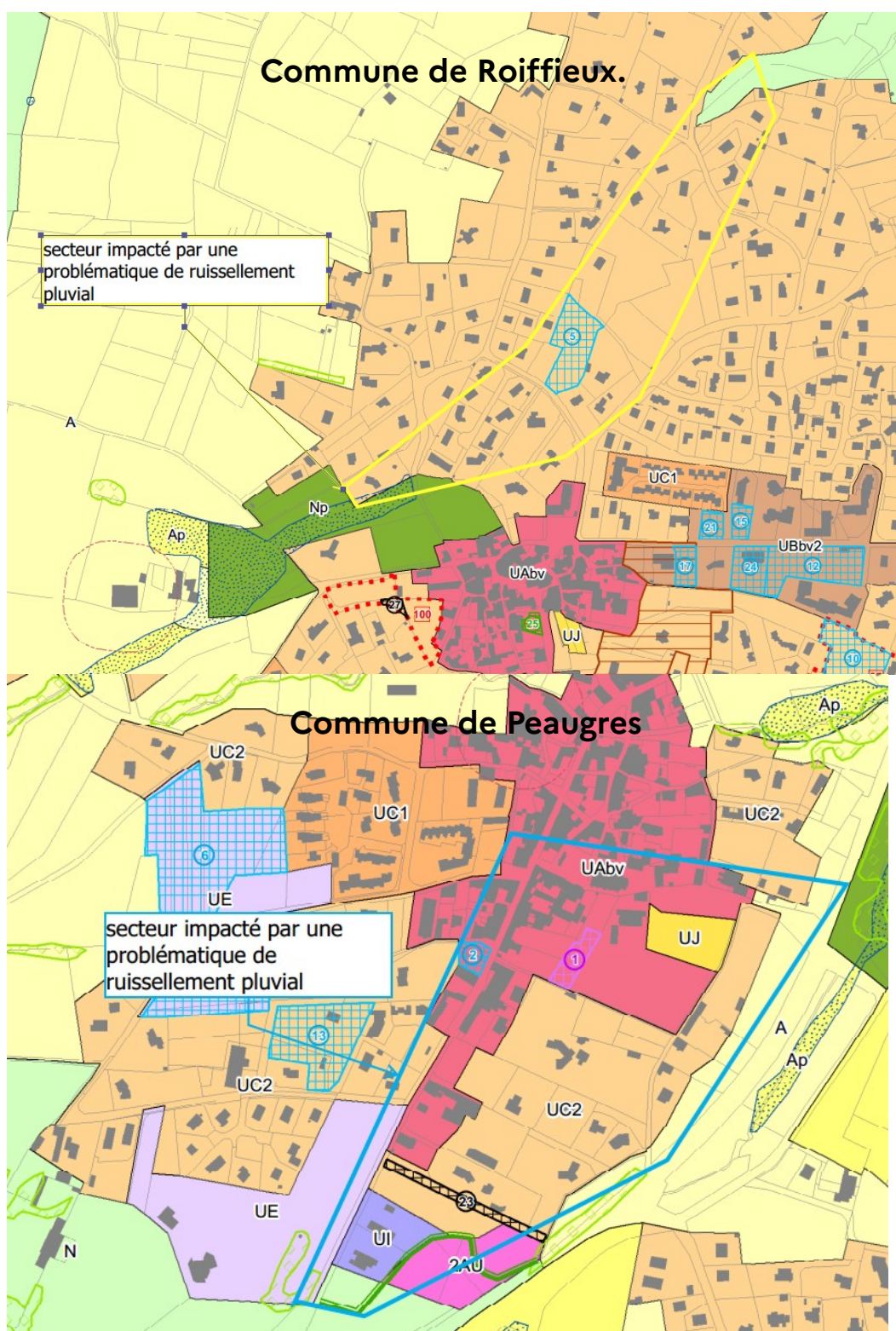
En outre, même si cela ne relève pas de la prise en compte des risques naturels, il existe sur plusieurs communes de l'intercommunalité des problématiques de ruissellement pluvial.

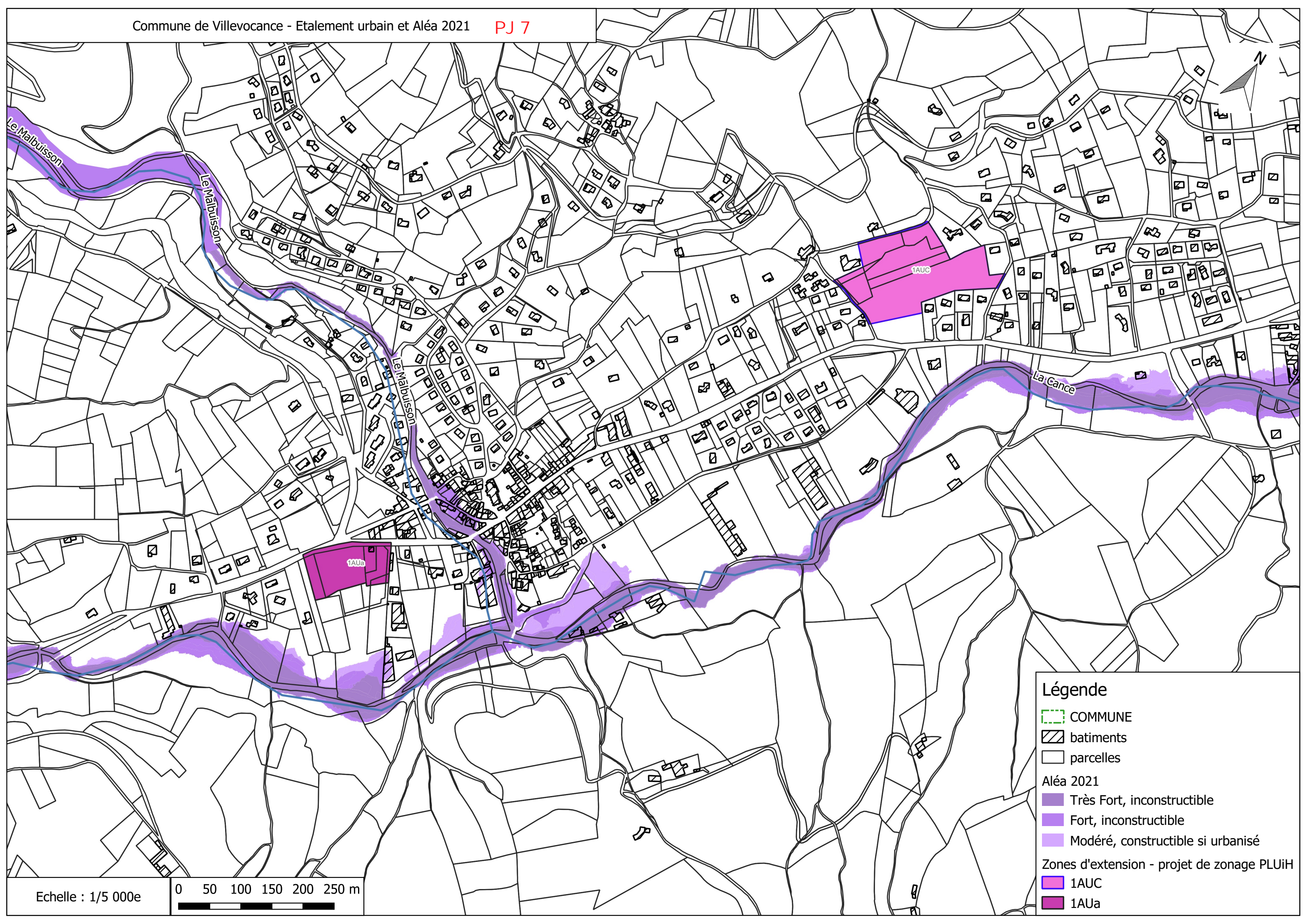
Ce risque d'origine anthropique devra être étudié via un schéma de gestion des eaux pluviales en lien avec le syndicat des trois rivières déjà mobilisé sur cette thématique, afin de mettre en évidence les solutions appropriées.

Ainsi, sur la commune de Roiffieux, des mesures devront être prises concernant les zones situées à l'amont du ruisseau des Aygas (Cf illustration ci-dessous).

De la même manière, sur la commune de Peaugres, des mesures devront être prévues concernant cette problématique pour les zones urbanisées susceptibles d'être impactées par le Crémieux, le Bourgon et le Haut Gaillard (Cf illustration ci-dessous).

Enfin, l'attention du maître d'ouvrage est attirée sur le fait que des problématiques similaires sont susceptibles d'impacter les secteurs situés aux abords des ruisseaux de Fontanes (sur la commune de Boulieu-lès-Annonay), de Chantecaille (sur la commune de Saint-Clair) et du Poulet (sur les communes de Davézieux et Annonay), et qu'il lui appartient de les prendre en compte.

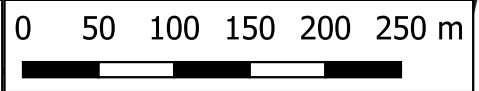




Légende

- COMMUNE
- batiments
- parcelles
- Aléa 2021
 - Très Fort, inconstructible
 - Fort, inconstructible
 - Modéré, constructible si urbanisé
- Zones d'extension - projet de zonage PLUiH
 - 1AUC
 - 1AUa

Echelle : 1/5 000e



Fiche d'examen au cas par cas pour les PPR Naturels

(liste indicative d'informations à fournir)

Nota : en application du II-b de l'article R122-18 du code de l'environnement, ces informations seront mises en ligne sur le site Internet de l'autorité environnementale

La saisine doit s'accompagner des informations suivantes, afin de permettre à l'Autorité environnementale d'apprécier si une évaluation environnementale est nécessaire ou non (article R122-18 du code de l'environnement) :

- une description des caractéristiques principales du plan, schéma, programme ou document de planification, en particulier la mesure dans laquelle il définit un cadre pour d'autres projets ou activités ;
- une description des caractéristiques principales, de la valeur et de la vulnérabilité de la zone susceptible d'être touchée par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification ;
- une description des principales incidences sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification.

0. Désignation du PPRN (joindre un plan de situation et une carte du périmètre)

Département : 07 Ardèche

commune(s) : Villevoence

Désignation PPRN : Plan de Prévention des Risques d'inondation

1. Caractéristiques du PPRN

Procédure concernée

Révision

1.1. Quels sont les objectifs de la prescription de ce PPRN (notamment dans le cas où il s'agit d'une révision) ?

Le plan de prévention du risque d'inondation (PPRI) de Villevoence a été approuvé le 26 mai 2011. Il traite des risques liés aux rivières Cance et Le Malbuisson. L'identification de l'aléa repose principalement sur l'étude hydrogéomorphologique et hydraulique de la SOGREAH en 2001, et sur l'étude complémentaire de la SOGREAH de 2010.

Toutefois, les PPRI existants du bassin Cance-Deûme ont été, pour la plupart, élaborés sur la base de la compilation de plusieurs analyses et zooms hydrauliques, et non sur la base d'une étude globale. Ils méritent d'être révisés dans la mesure où certains secteurs à enjeux ne sont pas suffisamment étudiés (nécessité de caractériser plus précisément les aléas sur plusieurs tronçons des cours d'eau principaux et prise en compte de certains affluents non traités). Aussi, une étude hydrologique et hydraulique sur les bassins versants de la Cance et de la Deûme a été commandée en 2016 par la DDT de l'Ardèche à la société Hydratec. Sur la commune de Villevoence, cette étude traite des risques liés aux rivières Cance et Le Malbuisson, comme précédemment, ainsi que du cours d'eau du Moulin-Laure.

La révision du PPRI de Villevoence permettra donc :

- de prendre en compte l'aléa lié au cours d'eau du Moulin-Laure, qui n'était pas pris en compte dans le PPRI de 2011, ainsi que les précisions apportées sur la Cance et le Malbuisson,
- de prendre en compte les éventuels nouveaux enjeux apparus sur le territoire concerné depuis l'élaboration du premier PPRI,
- ainsi, de modifier localement le zonage du PPRI sur la base d'une connaissance de l'aléa affinée et des enjeux actualisés,
- de faire évoluer le règlement pour tenir compte des dispositions du décret n°2019-715 du 5 juillet 2019 relatif aux plans de prévention des risques concernant les aléas débordement de cours d'eau et submersion marine.

1.2. Quels sont les risques pris en compte (phénomènes physiques à l'origine des aléas ; population, infrastructures ou activités exposées) ; ? (joindre le cas échéant l'historique des événements constatés)

Les risques pris en compte sont les aléas inondation par débordement de cours d'eau.

Le précédent PPRI a retenu les enjeux suivants :

La section du centre équestre aux Aisses est essentiellement agricole et ne présente pas d'enjeux majeurs. Dans la zone du quartier des Aysses, des bâtiments d'activité empiètent sur la zone inondable en rive gauche. Dans le village, les enjeux se réduisent à un groupe d'habitation à l'aval de la confluence de la Cance et du Malbuisson en rive droite et à l'extrémité des bâtiments de la zone d'activité en rive droite. Entre le village et la limite de la commune, cette section est essentiellement agricole. Toutefois, plusieurs habitations du hameau de Plats sont inondables dans leur partie basse et à l'aval, le premier bassin de la station d'épuration pourrait subir des dégâts si les enrochements qui le protègent venaient à être emportés.

Les évolutions du zonage concerneront :

- des secteurs agricoles et naturels, avec une légère augmentation de l'emprise (PJ n°1), qui n'impactera pas leur destination ;
- quelques secteurs urbanisés (PJ n°2 et 3), avec une augmentation de l'emprise de faible importance. Elles concernent – au niveau du village un atelier déjà partiellement en zone rouge du PPRI de 2011 et un bâtiment d'activité – en aval, la STEP déjà partiellement en zone rouge et trois habitations au lieu-dit Plats. Le ruisseau de Moulin Laure s'écoule entre deux zones bâties juste à l'amont de sa confluence avec la Cance, sur un secteur restreint et non bâti aujourd'hui.

Les principes suivants seront mis en œuvre pour l'évolution du règlement et ce, dès que les aléas seront portés à la connaissance des élus (1^{er} semestre 2021) :

- dans les secteurs impactés par un risque d'inondation, quel que soit le degré de l'aléa dans les zones non urbanisées et pour les zones d'aléas très fort et fort dans les zones actuellement urbanisées de la commune, le principe général est l'inconstructibilité, comme cela est le cas dans le PPRI actuel ; toutefois, en application du décret de 2019, l'évolution mesurée des bâtis existants dans la zone inondable pourra être autorisée dans la mesure où les projets n'entraînent pas d'augmentation de la vulnérabilité et où des mesures de réduction de la vulnérabilité sont mises en œuvre.
- comme indiqué dans la légende des PJ n°1 à 3, les secteurs urbanisés qui seraient situés en aléa modéré seront constructibles (sous conditions) : seules des parcelles déjà bâties se trouvent dans cette situation.

Ainsi, au vu des évolutions du zonage et des principes réglementaires indiqués ci-dessus :

- dans les secteurs agricoles et naturels, les modifications de zonage n'auront pas d'impact sur la destination (PJ n°1) ;
- dans les secteurs urbanisés de la commune (PJ n°2 et 3), dans la mesure où les bâtiments existants peuvent évoluer quel que soit l'aléa et que les terrains situés en aléa modéré sont déjà bâtis, la révision du PPRI n'aura pas d'impact sur la constructibilité de ces secteurs, si ce n'est la mise en œuvre de conditions permettant de prendre en compte le risque.

Ainsi, globalement l'impact du nouveau PPRI sera faible par rapport à la réglementation actuelle.

1.3. La prescription du PPRN sera-t-elle appelée à s'inscrire dans un programme d'élaboration plus large impliquant d'autres PPR ?

Oui. À terme l'opportunité de réviser l'ensemble des PPRI existant sur ce bassin pour intégrer la nouvelle connaissance du risque sera étudiée.

Dans un premier temps, seuls sont révisés les PPRI présentant le plus d'enjeux : Révision des PPRI d'Annonay, de Boulieu-lès-Annonay, de St-Marcel-lès-Annonay, de Villevoconce suite à l'étude hydrologique et hydraulique sur les bassins versants de la Cance et de la Deûme précitée.

Les aléas tels qu'ils ressortent de cette nouvelle étude n'impliquent pas une augmentation significative de l'emprise des zones inondables à l'échelle de l'intercommunalité.

1.4. Le territoire est-il inclus dans un territoire à risques importants d'inondation (TRI) au sens de l'arrêté du 12/12/2012 ?

Non

2. Description des caractéristiques principales de la zone susceptible d'être touchée

2.1 Décrivez les enjeux environnementaux du territoire (mention des principaux zonages environnementaux à joindre en annexe) sensibilité, vulnérabilité, tendances d'évolution :

La commune est concernée par des zones humides (PJ n°4 et 5). Le PPRI aura une influence positive, car il contribuera à leur préservation en confirmant l'interdiction de l'urbanisation des secteurs inondables, sans en modifier les conditions de fonctionnement actuelles. Par ailleurs, le futur PPRI n'impliquera aucuns travaux impactant le fonctionnement hydraulique des cours d'eau.

Aucune zone Natura 2000 ou ZNIEFF n'est présente sur la commune.

Existence d'un SAGE : Non
Prenant en compte les risques naturels concernés ?

Existence d'éléments constitutifs du SRCE ? Oui
Le SRCE recense des zones humides à préserver liés aux rivières Cance et Le Malbuisson.

Natura 2000 (Site concerné ou situé à proximité ?) Non
Zone de montagne : Oui
Zone littorale : Non

2-2. Le territoire concerné fait-il l'objet d'une procédure d'urbanisme en cours ou de documents de planification approuvés ?

Un PLUiH est en cours d'élaboration sur le territoire de la communauté d'agglomération Annonay Rhône Agglo, dont fait partie la commune de Villevoacance.

Ces documents ont-ils fait l'objet d'une évaluation environnementale ? Une évaluation environnementale est en cours, qui portera sur l'ensemble des pièces constituant le PLUiH : PADD, zones à urbaniser, zonage/règlement etc. Le PLUiH est fondé sur les aléas qui serviront de base au futur PPRI. Il permet d'assurer la prise en compte du risque dans le développement urbain. En effet, dans le cadre de l'élaboration du PLUiH, l'unité prévention des risques a émis un avis (PJ n°6) qui, outre quelques remarques visant à prendre en compte l'évolution de l'aléa, a seulement demandé à l'intercommunalité des corrections mineures. Il s'agit notamment d'exclure des zones constructibles certaines dents creuses et, le cas échéant, les éventuels espaces interstitiels des zones U et AU ou emplacements réservés (parcs de stationnements...) situés en zone inondable. Ainsi, sur la commune de Villevoacance, la seule demande explicite formulée dans le cadre de cet avis est le retrait d'une parcelle, d'environ 3 650.m² de l'enveloppe constructible du PLUiH (cf. PJ n°6 – dernier paragraphe et illustration de la première page).

2.3 Décrivez les pressions pesant sur le territoire concerné (par exemple étalement urbain...) :

Le PLUiH en cours d'élaboration prévoit la création de 2 OAP en zone 1AUa et 1AUC (pièce n°7), d'une surface de 3,5 ha, entraînant la création sur 15 ans de 70 logements.

3. Description des principales incidences (positives, négatives, directes, indirectes, cumulatives) sur l'environnement et la santé humaine de la mise en œuvre du PPRN :

3.1 S'agissant des champs environnementaux, autres que les risques, décrivez les effets potentiels du projet de PPRN :

Effets potentiels sur l'étalement urbain : aucun, l'urbanisation est maîtrisée par des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du projet de PLUiH et les nouvelles zones inondables du PPRI ne concernent aucun secteur de développement urbain (pièce n°7).

Effets potentiels sur les zones naturelles et agricoles :

Les emprises inondables sur le domaine agricole sont limitées et le règlement qui y est appliqué permet la

poursuite de l'activité agricole. Il n'y a donc pas d'impact significatif. Pour les zones naturelles, le PPRI participe à sanctuariser ces secteurs en les rendant inconstructibles.

Effets potentiels sur les pollutions des eaux (accidentelles notamment) :

L'effet est positif, d'une part en interdisant l'implantation dans les zones les plus exposées de nouvelles activités potentiellement génératrices de pollution, d'autre part en imposant des prescriptions aux aménagements et construction qui restent autorisées (ex ; ancrage et lestage des cuves, stockage des produits polluants au-dessus de la cote de référence).

Effets potentiels sur le patrimoine bâti, les sites et paysages :

Sur le patrimoine bâti, le PPRI permet les travaux d'entretien et la rénovation de l'existant et préconise des mesures de réduction de la vulnérabilité.

Sur le patrimoine naturel, l'interdiction de construire en zone inondable contribue à préserver les paysages.

Effets potentiels sur le cadre de vie, l'exposition des populations aux pollutions et nuisances :

En interdisant les nouvelles constructions en zone inondable, le PPRI participe à préserver le cadre de vie en évitant les dégradations supplémentaires lors d'évènements climatiques.

Sur l'exposition aux pollutions et aux nuisances, un des objectifs principaux du PPRI est de ne pas augmenter l'exposition des personnes au risque d'inondation, qui peut être une source importante de nuisances. De plus, comme indiqué plus haut, le PPRI vise à réduire les sources de pollution accidentelle lors des crues.

Synthèse :

La révision du PPRI aura des incidences directes positives sur la protection des personnes et des biens, ainsi que sur la pollution des eaux, le cadre de vie et l'exposition des populations aux pollutions et aux nuisances.

Elle n'aura pas d'impact indirect négatif, tel qu'un report d'urbanisation, en raison de la cohérence recherchée avec le PLUiH dès sa phase de conception. Les impacts cumulés restent positifs sur l'ensemble du territoire de la commune.

Pièces jointes

- pièce n°1 : carte de comparaison du zonage du PPRI actuel et de l'aléa 2021 - général
- pièce n°2 : carte de comparaison du zonage du PPRI actuel et de l'aléa 2020 – secteur du village
- pièce n°3 : carte de comparaison du zonage du PPRI actuel et de l'aléa 2020 – secteur aval
- pièce n°4 : carte du patrimoine naturel de la commune
- pièce n°5 : extrait de la carte du schéma régional de cohérence écologique AURA
- pièce n°6 : avis DDT sur la prise en compte des risques naturels par le pré-projet de PLUiH
- pièce n°7 : carte de comparaison des zones d'extension du projet de PLUiH et de l'aléa 2021